

Réexamen de la présence de la Russie dans le secteur de l'or en Afrique de l'Ouest.

Le tsunami de sanctions économiques entraîné par l'invasion de l'Ukraine par la Russie a donné une connotation nouvelle à la présence de la Russie dans le secteur de l'or en Afrique de l'Ouest. Les régimes de sanctions, ainsi que leurs conséquences douloureuses, ne devraient que se renforcer à l'avenir, ce qui soulève des questions sur la façon dont Moscou et d'autres entités ciblées vont parvenir à générer des fonds, les déplacer à l'échelle internationale et accéder aux devises étrangères. L'or est susceptible d'apporter une partie de la réponse ; en effet, il s'agit d'une matière première facilement transportée dans le monde en dehors des réseaux financiers, et pour laquelle il existe un étroit chevauchement entre les flux licites et illicites.

La Russie a renforcé son influence en Afrique depuis 2014, notamment auprès des gouvernements des producteurs d'or ouest-africains que sont le Mali et la République centrafricaine (RCA).¹ Les interconnexions vont de la présence de sociétés militaires privées (SMP) russes et de mines d'or détenues majoritairement par des entités russes aux relations chaleureuses entre Moscou et les gouvernements hôtes ouest-africains. Bien que le phénomène ne soit pas nouveau, un nombre croissant de sociétés d'extraction d'or ayant des liens avec la Russie commencent à opérer dans le secteur de l'extraction industrielle en Afrique.² Cependant, les intérêts russes peuvent parfois être difficiles à identifier. Compte tenu de ces relations, il est possible que Moscou et d'autres acteurs sanctionnés poursuivent leurs opérations d'extraction d'or ou fassent transiter de l'or en provenance de Russie par l'Afrique de l'Ouest.

Bien qu'elles ne soient pas intrinsèquement illicites, ces activités le deviennent lorsque l'or est exporté en contrebande ou blanchi sur des marchés de l'or qui ont interdit les transactions avec Moscou ou d'autres entités sanctionnées. L'exclusion explicite des raffineries russes par la London Bullion Market Association (LBMA),³ et les appels des législateurs américains en faveur de sanctions sur les transactions d'or russes, reflètent les blocages croissants auxquels les acteurs sanctionnés seront confrontés pour accéder aux marchés internationaux de l'or et aux marchés financiers.⁴ Par ailleurs, Nordgold, une entreprise minière russe spécialisée dans l'extraction d'or implantée au Burkina Faso et en Guinée,⁵ est détenue majoritairement par Alexey Mordashov. Mordashov, qui serait l'homme le plus riche de Russie, est désormais la cible de sanctions de l'UE.

Les réseaux criminels peuvent jouer un rôle central en permettant à Moscou et à d'autres entités sanctionnées d'utiliser l'or, y compris celui extrait en Afrique de l'Ouest, en dissimulant l'origine et la propriété de l'or, ainsi que les bénéficiaires financiers des transactions sur l'or, afin de réduire l'impact des sanctions.

L'INSÉCURITÉ CRÉE DES OPPORTUNITÉS POUR LES INTÉRÊTS RUSSES

L'insécurité dans certaines régions d'Afrique a généré de la demande auprès des SMP russes, mais a aussi donné aux Russes des opportunités de nouer des relations avec les pays où les SMP russes opèrent et d'avoir accès à leurs précieuses réserves minérales.⁶ En Afrique de l'Ouest, le groupe Wagner, l'une de ces SMP russes, serait actuellement actif en RCA et au Mali.

Le groupe Wagner est déployé en RCA depuis la visite du président Faustin-Archange Touadéra en Russie en 2017. Touadéra aurait accepté une offre de soutien militaire, d'armes et de formation de la part de la Russie, certains analystes s'inquiétant que la Russie puisse tenter d'accéder au secteur minier de la RCA.⁷ Deux sociétés russes de diamants et d'or en RCA, liées au groupe Wagner, ont été sanctionnées par les États-Unis. Il s'agit notamment de M Finans, société d'extraction de métaux précieux et fournisseur de services de sécurité privés, basée en Russie, et de Lobaye Invest SARLU, société d'extraction d'or et de diamants basée en RCA.⁸ À la suite du voyage de Touadéra en Russie en 2017, le gouvernement centrafricain a accordé des licences minières à Lobaye Invest SARLU, qui, selon l'ONU, serait « interconnectée » avec le groupe Wagner.⁹ Plus récemment, le Groupe d'experts des Nations unies a indiqué que les observateurs notaient que les forces armées de la RCA et les offensives russes étaient concentrées dans les principaux centres miniers et les zones riches en minéraux, ce qui alimente les soupçons selon lesquels la RCA chercherait avant tout à sécuriser les richesses en diamants et en or du pays, que les Russes tenteraient de capitaliser.¹⁰

Pourtant, les analystes ont observé qu'il est difficile d'évaluer l'étendue du rôle des Russes dans le secteur des minéraux à ce jour. Si certains affirment que les activités minières russes sont sporadiques et se résument à l'acquisition d'« argent de poche », d'autres notent leur caractère intense et systémique.

En novembre 2021, le groupe Wagner aurait fait son apparition au Mali suite à la sollicitation par Bamako d'un soutien militaire privé, bien que le Mali ait nié avoir eu recours à des mercenaires du groupe Wagner.¹¹ Selon le Centre d'études stratégiques et internationales (CSIS), les visites à Bamako de cadres de Wagner, ainsi que de géologues russes connus pour leurs liens avec les SMP, laissent penser que le personnel de Wagner pourrait également fournir, à terme, des services de sécurité sur site à des entreprises russes exerçant une activité minière.

Cela serait cohérent avec les activités présumées de Wagner dans d'autres États africains et les accords conclus avec eux.¹² En outre, les sanctions de la CEDEAO contre le Mali étant toujours en vigueur, Bamako pourrait avoir du mal à dégager les liquidités nécessaires pour payer les services de SMP. Les analystes de la sécurité ont émis l'hypothèse que l'armée malienne pourrait se tourner vers le secteur de l'or pour générer des revenus essentiels à cet égard.¹³

La présence de SMP russes en RCA et au Mali et les relations chaleureuses avec les gouvernements permettent à la Russie de continuer à tirer un profit des opérations d'extraction de l'or et d'échapper aux sanctions en blanchissant l'or sur les marchés de transit et de destination.

L'EXTRACTION DE L'OR AU MALI

Le secteur aurifère malien s'est développé rapidement au cours des deux dernières décennies. L'augmentation de la production et les politiques fiscales favorables, qui ont favorisé les importations d'or de la part de ses voisins ouest-africains,¹⁴ ont conduit à un boom des exportations d'or. Le Mali est le troisième plus grand producteur d'or en Afrique, avec une production industrielle atteignant 63,4 tonnes en 2021,¹⁵ évaluée à plus de 4 milliards de dollars au cours actuel de l'or.

L'or se trouve dans le sud et le nord du Mali. Les gisements les plus productifs se trouvent dans la région de Kayes et, dans une moindre mesure, dans les régions de Koulikoro et de Sikasso.¹⁶ Pourtant, l'insécurité croissante au Mali menace l'avenir du secteur de l'or industriel, les attaques des groupes djihadistes visant de plus en plus les sociétés minières. Pendant la majeure partie des deux dernières années, la région de Kayes a été la cible de groupes extrémistes violents, notamment du Front de libération du Macina (Katiba Macina). En septembre 2021, un convoi

d'une compagnie minière, qui était escorté par les forces armées maliennes, a été attaqué sur la route Bamako-Kayes : cinq gendarmes ont été tués lors de l'assaut.¹⁷ Alors qu'il n'y a actuellement aucune exploitation minière industrielle dans les régions de Kidal et de Gao, toutes deux abriteraient des centaines de sites d'orpaillage artisanal informel.¹⁸ Dans le nord de la région de Kidal, l'extraction minière artisanale et à petite échelle de l'or (ASGM) serait actuellement contrôlée par le groupe armé non étatique Coordination des mouvements de l'Azawad (CMA),¹⁹ qui a été progressivement absorbé par le groupe djihadiste Jama'at Nasr al-Islam wal Muslimin (JNIM) depuis 2021. Sous réserve d'être jugées rentables, des opérations minières industrielles russes pourraient s'établir dans le nord du Mali dans un avenir proche, malgré les risques encourus en termes de sécurité.

Depuis janvier 2022, le Mali fait face aux conséquences de ses propres sanctions économiques, la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) ayant fermé toutes les frontières terrestres et aériennes du pays,²⁰ et les avoirs du Mali détenus par la Banque centrale des États d'Afrique de l'Ouest, basée au Sénégal, étant gelés. Les effets des sanctions se font déjà sentir. En février 2022, le Mali était en défaut de paiement à hauteur de 54 milliards de FCFA (93 millions de dollars) d'intérêts et de principal, selon l'agence de gestion et de promotion de titres de l'Union monétaire ouest-africaine UMOA-Titres.²¹ Les sanctions empêcheront Bamako non seulement de régler la dette de l'État, mais elles empêcheront également le pays de financer les opérations internes, y compris les opérations militaires.²² Les acteurs sanctionnés peuvent donc se tourner vers les réseaux criminels pour blanchir de l'or et de l'argent – bien que cela soit légalement possible – afin d'accéder aux marchés du Royaume-Uni, de l'UE et des États-Unis qui ont imposé des sanctions aux entités russes.

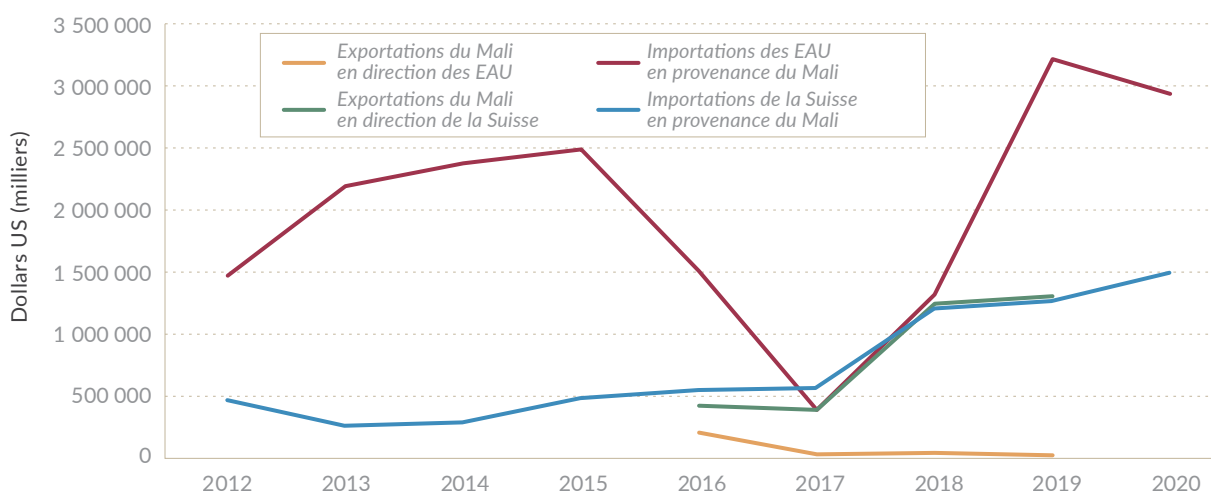


FIGURE 1 Commerce de l'or du Mali avec les Émirats arabes unis et la Suisse.

REMARQUE : l'écart entre les données de suivi des importations maliennes vers les EAU et les données d'exportation maliennes vers les EAU met en relief un volume important d'exportations non déclarées.

SOURCE : Comtrade de l'ONU

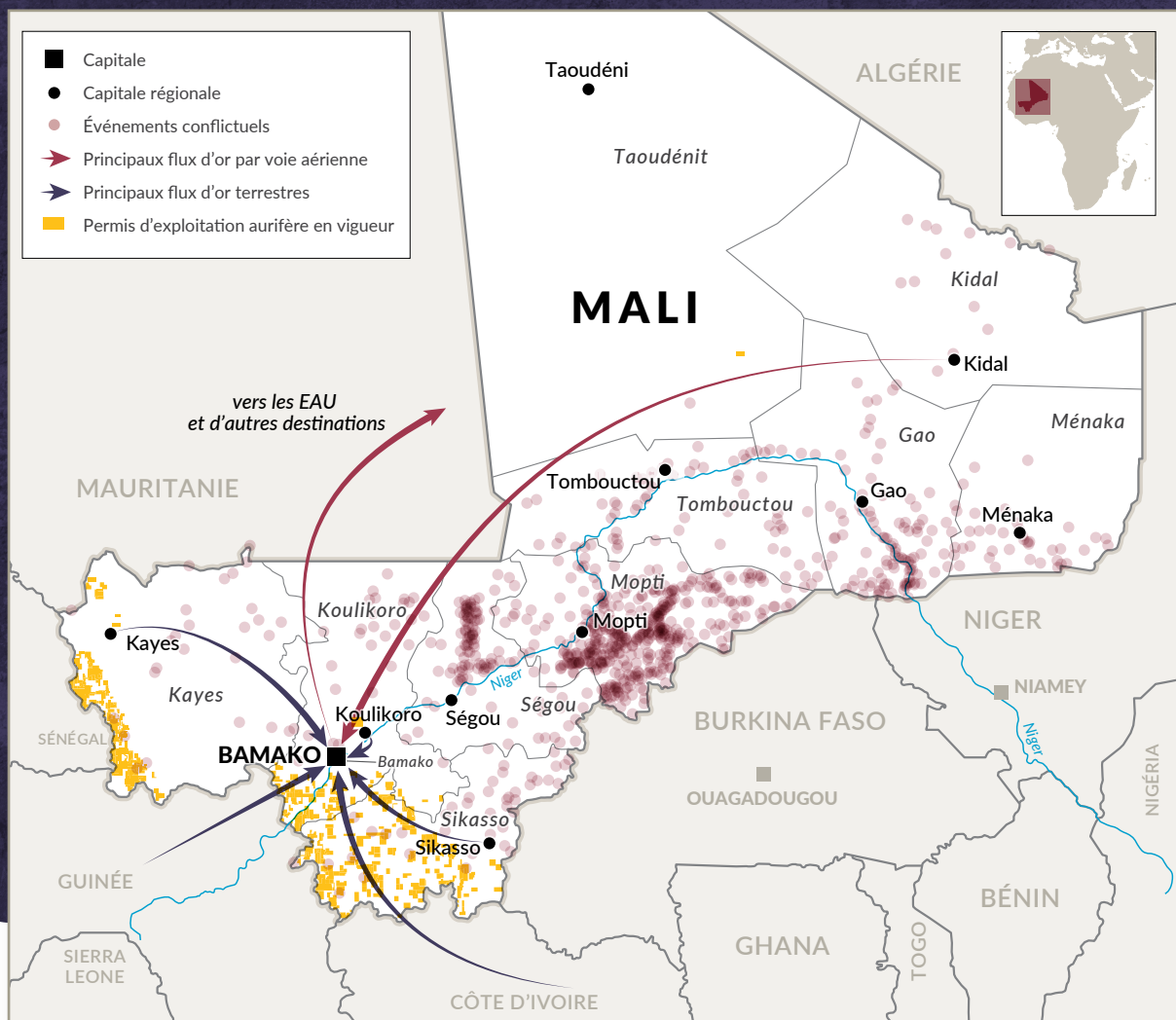


FIGURE 2 Permis d'exploitation aurifère en vigueur au Mali, incidents de sécurité et principaux itinéraires de la chaîne d'approvisionnement à travers Bamako.

REMARQUE : cette carte ne rend pas compte des sites d'exploitation artisanale de l'or ; les données relatives aux événements conflictuels comprennent les combats, les violences envers les civils et les explosions / violences à distance de 2020 à 2022.

SOURCES : référentiel en ligne du ministère des Mines du Mali, Armed Conflict Location & Event Data Project

DES RÉSEAUX ILLICITES RELIANT L'AFRIQUE DE L'OUEST ET LA RUSSIE

Les régimes de sanctions mis en œuvre par le Royaume-Uni, l'UE (ainsi que la Suisse), les États-Unis et d'autres pays excluent rapidement les entités russes des marchés financiers et aurifères internationaux. Par exemple, les règles de la LBMA stipulent que les transactions sur l'or ne peuvent être effectuées avec des entités qui violeraient les listes de sanctions économiques et/ou commerciales de l'UE, des États-Unis, du Royaume-Uni ou toute autre liste en vigueur.²³ Toutefois, ce sont les sanctions secondaires – les restrictions économiques imposées aux tiers qui effectuent des transactions avec les entités sanctionnées – qui pourraient s'avérer encore plus douloureuses pour la Russie et ses alliés. Ainsi, même si des transactions sont opérées ou si des actifs sont détenus en dehors de la juridiction d'un État d'envoi, les États peuvent prendre des mesures à l'encontre d'un tiers qui effectue des transactions avec un acteur sanctionné s'il détient des actifs ou fait affaire dans la juridiction de l'État d'envoi.²⁴ Les entités sanctionnées peuvent encore avoir accès aux marchés de l'or

dans les États qui n'ont pas adopté de régime de sanctions, mais la crainte de violer des sanctions secondaires pourrait avoir un effet dissuasif sur le secteur aurifère officiel en général, en dissuadant les acheteurs d'or d'acquiescer de l'or russe.

C'est là que les réseaux criminels interviennent. En dissimulant l'origine et la propriété de l'or, ainsi que les bénéficiaires financiers des transactions sur l'or, Moscou et d'autres entités sanctionnées pourraient être en mesure d'échapper aux sanctions. Bien que les opérations d'extraction d'or en Afrique de l'Ouest contrôlées par des entités russes sanctionnées ou bénéficiant à ces dernières soient généralement des opérations industrielles, elles pourraient utiliser les chaînes d'approvisionnement illicites existantes liées à l'ASGM ou établir de nouvelles voies.²⁵ Par ailleurs, les entités russes sanctionnées pourraient utiliser des avions privés pour transporter l'or directement des pays producteurs d'Afrique de l'Ouest vers la Russie ou d'autres pays de destination, une tactique qui a été utilisée par le passé par d'autres acteurs et pays cherchant à se soustraire aux sanctions.²⁶

Pour tenter d'évaluer les chaînes d'approvisionnement et les méthodes que les entités russes sanctionnées peuvent utiliser pour déplacer et blanchir l'or des pays d'Afrique de l'Ouest dans lesquels elles opèrent – principalement la RCA et le Mali – il convient de prendre en compte le transport de l'or via des chaînes d'approvisionnement illicites établies et via des avions privés.

DES VOIES DE TRAFIC D'OR DEPUIS LA RCA

Compte tenu du degré élevé de surveillance du secteur aurifère de la RCA, il est probable que les acteurs cherchant à dissimuler l'origine de l'or produit dans le pays lui fassent franchir les frontières internationales en contrebande, notamment au Cameroun, plutôt que d'effectuer une fausse déclaration sur la source des exportations directes.

Les sociétés détenues et exploitées par des ressortissants chinois sont également des acteurs importants du secteur aurifère de la RCA, et leurs techniques d'exportation mettent en évidence la manière dont les entités russes sanctionnées peuvent tenter de blanchir l'or produit dans le pays.²⁷ De nombreuses sociétés appartenant à des Chinois exploitent des mines d'or semi-mécanisées dans tout l'ouest de la RCA et bénéficient d'une protection politique de haut niveau.²⁸ Certaines exploitations minières chinoises seraient même impliquées dans la contrebande d'or à grande échelle, plusieurs sources déclarant que l'or est passé en

contrebande par des ressortissants chinois depuis la RCA vers le Cameroun.²⁹ Ces sociétés paieraient un montant symbolique de taxes à l'exportation à Bangui sur une petite partie de l'or produit et feraient passer le reste de l'or en contrebande via la frontière camerounaise.³⁰ Depuis les zones frontalières, l'or est acheminé vers Yaoundé et Douala, d'où il est exporté vers la Chine.³¹ Il ressort des recherches sur les chaînes d'approvisionnement en or liées aux petites exploitations aurifères mécanisées détenues ou exploitées par des ressortissants chinois en Afrique de l'Ouest, que ces exploitations acheminent souvent l'or directement par avion en Chine.³²

La plupart des autres flux d'or illicites transitent par le Cameroun en direction des EAU. Les recherches menées par le GI-TOC entre 2020 et début 2021 ont révélé que l'or de l'ouest de la RCA est principalement passé en contrebande via la frontière avec le Cameroun ou transporté à Bangui et exporté en contrebande via l'aéroport. Depuis l'est du Cameroun et Bangui, la majorité de l'or est prétendument transportée à Doula et acheminée par avion vers les EAU via l'aéroport de Douala.³³ L'or provenant des zones contrôlées par les rebelles dans l'est du Cameroun quitterait le pays via Bangui ou serait acheminé en contrebande vers les pays voisins par des voies terrestres (notamment des voies vers le Soudan) ou par de petits avions clandestins.

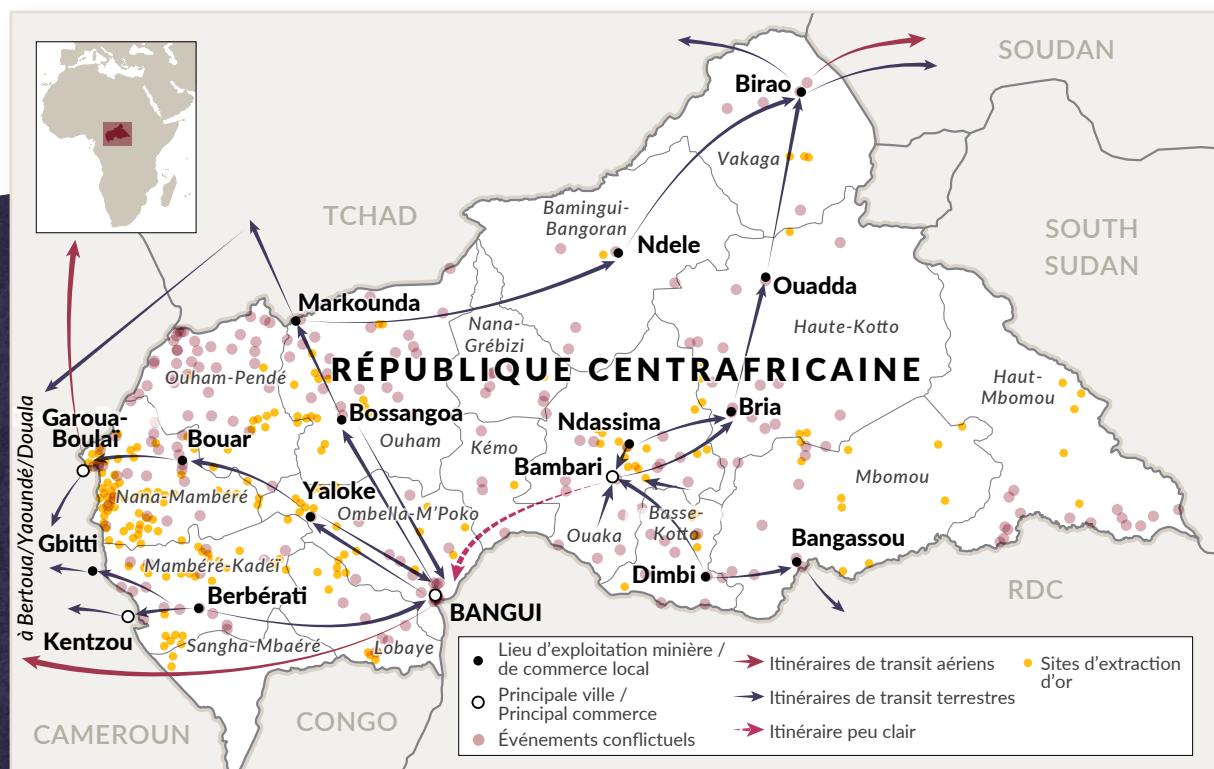


FIGURE 3 Sites d'extraction de l'or en République centrafricaine, incidents de sécurité et principaux itinéraires de la chaîne d'approvisionnement.

REMARQUE : les données relatives aux événements conflictuels comprennent les combats, les violences envers les civils et les explosions / violences à distance de 2020 à 2022.

SOURCES : Alexandre Jaillon et Guillaume de Brier, Cartographie des sites miniers artisanaux dans l'ouest de la Centrafrique, IPIS et USAID, novembre 2019 ; Armed Conflict Location and Event Data Project

DES VOIES DE TRAFIC D'OR DEPUIS LE MALI

Les recherches menées par le GI-TOC entre 2021 et début 2022 indiquent que la majeure partie de l'or produit au Mali par l'ASGM est transportée à Bamako. L'or produit dans le sud du Mali est transporté à Bamako par la route, tandis que l'or produit dans le nord est transporté vers la capitale par voie aérienne, parfois en utilisant les vols de la MINUSMA.³⁴ Si une petite quantité d'or est transportée vers des pays européens ou asiatiques, la plupart de l'or qui passe par Bamako (produit au Mali ou introduit clandestinement par voie terrestre) est transporté vers les Émirats arabes unis.³⁵ Les personnes interrogées ont noté que de plus petites quantités d'or sont passées en contrebande du Mali vers les pays voisins, comme la Guinée, avant d'être exportées vers les EAU.

LES EAU : UNE PLAQUE TOURNANTE DU BLANCHIMENT D'OR

En tant que destination actuelle de la plupart des flux illicites d'or en provenance de la RCA et du Mali, les Émirats arabes unis sont susceptibles de jouer un rôle important dans la capacité des entités à échapper aux sanctions. Les EAU, et plus particulièrement Dubaï, sont un acteur dominant dans les flux financiers et aurifères mondiaux,³⁶ constituant le lien entre les flux d'or africains et la Russie ainsi que le

reste du monde. La majeure partie de l'or produit par l'ASGM serait transportée vers les Émirats arabes unis,³⁷ où il est négocié et acheminé vers les marchés mondiaux de l'or, notamment en Suisse et au Royaume-Uni. Les Émirats arabes unis ont envoyé des messages contradictoires concernant leur position sur la Russie, votant en faveur de la résolution des Nations unies qui condamne l'invasion russe de l'Ukraine après s'être abstenus de voter la résolution du Conseil de sécurité des Nations unies.

En mars 2022, les Émirats arabes unis ont été ajoutés à la « liste grise » du Groupe d'action financière (GAFI), à la suite d'une évaluation mutuelle réalisée en 2020 qui a révélé des faiblesses dans la réglementation du commerce de l'or et des risques importants de blanchiment d'argent.³⁸ Cela signifie que les Émirats arabes unis seront désormais soumis à une surveillance accrue et qu'ils devront mettre en œuvre un « plan d'action » pour démontrer « une augmentation durable de l'efficacité des enquêtes et des poursuites dans différents types de cas de blanchiment d'argent, conformément au profil de risque des Émirats arabes unis ». ³⁹ L'un des éléments du plan d'action consiste à identifier et à combattre de manière proactive le contournement des sanctions.⁴⁰ La réglementation du secteur de l'or jouera en l'espèce un rôle important.

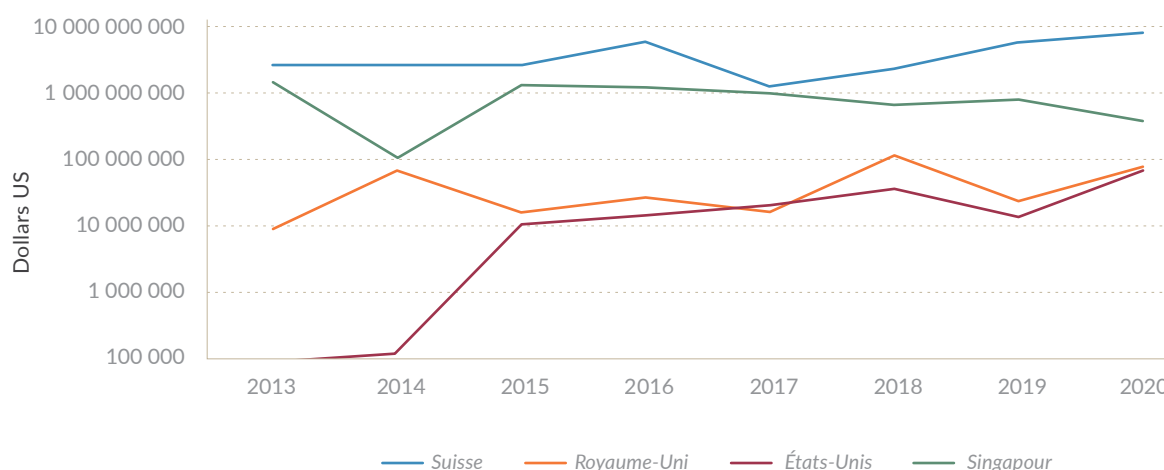


FIGURE 4 Exportations d'or des EAU vers les pays qui ont imposé des sanctions aux acteurs russes.

SOURCE : Comtrade de l'ONU

CONCLUSION

Les régimes de sanctions mis en place en réponse à l'invasion de l'Ukraine par la Russie donnent une connotation nouvelle à la diplomatie russe et à la présence croissante d'acteurs russes dans le secteur de l'or en Afrique de l'Ouest. La présence d'exploitations aurifères et de SMP russes en Afrique de l'Ouest, ainsi que les relations chaleureuses qu'entretient la Russie avec les gouvernements régionaux, font craindre que le secteur aurifère ne soit un moyen de lever des fonds et de blanchir de l'or pour échapper aux sanctions imposées à Moscou

et à d'autres acteurs. La situation en Afrique de l'Ouest est encore compliquée par les sanctions actuelles de la CEDEAO à l'encontre du Mali et la pénurie de devises à laquelle est confronté le pays, ainsi que par les risques en termes de sécurité en RCA et au Mali. Il y a donc lieu de réexaminer et de continuer à surveiller la présence de la Russie dans le secteur aurifère ouest-africain, ainsi que le rôle que les réseaux criminels peuvent jouer pour dissimuler l'origine de l'or et lui permettre ainsi d'échapper aux sanctions.

Notes

- 1 Henry Foy, et al., *Russia: Vladimir Putin's pivot to Africa*, *Financial Times*, 22 janvier 2019, <https://www.ft.com/content/a5648efa-1a4e-11e9-9e64-d150b3105d21>.
- 2 Une société minière russe opère depuis près de huit ans à Kangaba, dans la région de Koulikoro ; entretien avec Dario Littera, PDG de la raffinerie Kankou Moussa, mars 2022.
- 3 LBMA, *Good Delivery List Update: Gold & Silver Russian Refiners Suspended*, 7 mars 2022, <https://www.lbma.org.uk/articles/good-delivery-list-update-gold-silver-russian-refiners-suspended>.
- 4 Matt Egan, *Putin has a pot of gold. Republicans and Democrats want to take it away*, CNN, 11 mars 2022, <https://edition.cnn.com/2022/03/11/business/russia-economy-sanctions-gold/index.html>.
- 5 Pour la liste des sites d'exploitation, voir <https://nordgoldjobs.com/fr/mines>.
- 6 Federica Saini Fasanotti, *Russia's Wagner Group in Africa: Influence, commercial concessions, rights violations, and counterinsurgency failure*, Brookings Institution, 8 février 2022, <https://www.brookings.edu/blog/order-from-chaos/2022/02/08/russias-wagner-group-in-africa-influence-commercial-concessions-rights-violations-and-counterinsurgency-failure>.
- 7 International Crisis Group, *Making the Central African Republic's Latest Peace Agreement Stick*, Rapport Afrique n° 277, 18 juin 2019, <https://d2071andvip0wj.cloudfront.net/277-making-cars-latest-peace-agreement-stick.pdf> ; Dionne Searcey, *Gems, Warlords and Mercenaries: Russia's Playbook in Central African Republic*, *The New York Times*, 30 novembre 2019, <https://www.nytimes.com/2019/09/30/world/russia-diamonds-africa-prigozhin.html>.
- 8 Département américain du Trésor, *Treasury Increases Pressure on Russian Financier*, 23 novembre 2020, <https://home.treasury.gov/news/press-releases/sm1133>.
- 9 Bureau du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, *CAR: Experts alarmed by government's use of 'Russian trainers', close contacts with UN peacekeepers*, ReliefWeb, 31 mars 2021, <https://reliefweb.int/report/central-african-republic/car-experts-alarmed-government-s-use-russian-trainers-close-contacts>.
- 10 *Final report of the Panel of Experts on the Central African Republic extended pursuant to Security Council resolution 2507(2020) (S/2020/662)*, ReliefWeb, 15 juillet 2020, <https://reliefweb.int/report/central-african-republic/final-report-panel-experts-central-african-republic-extended-3>.
- 11 AFP, *Mali accuses France of abandonment, approaches 'private Russian companies'*, France 24, 26 septembre 2021, <https://www.france24.com/en/africa/20210926-mali-accuses-france-of-abandonment-approaches-private-russian-companies>.
- 12 Jared Thompson, Catrina Doxsee et Joseph S Bermudez Jr, *Tracking the Arrival of Russia's Wagner Group in Mali*, CSIS, 2 février 2022, <https://www.csis.org/analysis/tracking-arrival-russias-wagner-group-mali>.
- 13 Felix Thompson, *Mali Government Blames Sanctions for Treasury Bonds Default*, VOA, 3 février 2022, <https://www.voanews.com/a/mali-government-blames-sanctions-for-treasury-bonds-default-/6425212.html>.
- 14 Marcena Hunter, *Pulling at golden webs: Combating criminal consortia in the African artisanal and small-scale gold mining and trade sector*, GI-TOC, 29 avril 2019, <https://globalinitiative.net/analysis/pulling-at-golden-webs>.
- 15 Tiemoko Diallo et Nellie Peyton, *Mali industrial gold production drops 2.6% to 63.4 tonnes in 2021*, Mining.com, 10 février 2022, <https://www.mining.com/web/mali-industrial-gold-production-drops-2-6-to-63-4-tonnes-in-2021>.
- 16 Actuellement, la région de Kayes représente 77 % de la production nationale officielle. Initiative pour la transparence des industries extractives (ITIE), Rapport ITIE-Mali pour l'année 2018, décembre 2020, <https://itie.ml/wp-content/uploads/2020/12/Rapport-ITIE-Mali-2018-Final-Sign%C3%A9.pdf>.
- 17 Serge Daniel, Mali : cinq gendarmes tués dans une attaque jihadiste à l'ouest du pays, RFI, 29 septembre 2021, <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20210929-mali-cinq-gendarmes-tu%C3%A9s-dans-une-attaque-jihadiste-%C3%A0-l-ouest-du-pays>.
- 18 Entretien avec un expert en exploitation aurifère qui a visité tous les sites miniers du Mali, Bamako, janvier 2022.
- 19 Entretien avec un acteur majeur de l'exploitation aurifère à Kidal, Bamako, janvier 2022.
- 20 Christian Akorlie et Tiemoko Diallo, *West African nations sever links with Mali over election delay*, Reuters, 10 janvier 2022, <https://www.reuters.com/world/africa/mali-eyes-elections-four-years-west-african-bloc-mulls-sanctions-2022-01-09>.
- 21 Paul Lorgerie et Tiemoko Diallo, *Mali's workers feel the squeeze as sanctions take hold*, Reuters, 21 février 2022, <https://www.reuters.com/world/africa/malis-workers-feel-squeeze-sanctions-take-hold-2022-02-21>.
- 22 Annie Risenberg, *Mali government blames sanctions for treasury bonds default*, Voice of America, 3 février 2022, <https://www.voanews.com/a/mali-government-blames-sanctions-for-treasury-bonds-default-/6425212.html>.
- 23 LBMA, *Compliance and Risk Management*, <https://www.lbma.org.uk/publications/good-delivery-rules/compliance-and-risk-management>.
- 24 Les États-Unis disposent d'un avantage juridictionnel unique en ce qu'elles sont en mesure d'appliquer des sanctions secondaires grâce à la domination du dollar américain dans la finance internationale. Les régimes de sanctions américains disposent que « les personnes non américaines peuvent être tenues pour responsables des violations commises par des personnes américaines impliquant [des ressortissants spécialement désignés (SDN), qui sont des personnes et des entités sanctionnées] et peuvent également être soumises à des risques de sanctions secondaires (qui comprendraient, en particulier, le risque d'être elles-mêmes désignées en tant que SDN) pour avoir fourni un "soutien matériel" à des SDN ». Voir Sylwia A Lis, Eunhyung Kim Shin et Taylor Parker, *US Government Imposes Additional Sanctions on Russia, including the Central Bank of Russian Federation; Implements Russia-related Executive Order, Sanctions & Export Controls Update*, 2 mars 2022, <https://sanctionsnews.bakermckenzie.com/us-government-imposes-additional-sanctions-on-russia-including-the-central-bank-of-the-russian-federation-implements-russia-related-executive-order>.
- 25 Bien qu'elles soient individuellement plus petites que les entreprises industrielles, on estime que les exploitations ASGM produisent chaque année des milliards de dollars d'or en Afrique qui sont acheminés via des chaînes d'approvisionnement illicites ; voir Marcena Hunter, *Pulling at golden webs: Combating criminal consortia in the African artisanal and small-scale gold mining and trade sector*, GI-TOC, 29 avril 2019, <https://globalinitiative.net/analysis/pulling-at-golden-webs>.
- 26 Par exemple, l'utilisation d'un avion privé russe pour transporter 7,4 tonnes d'or du Venezuela vers l'Ouganda en 2019 ; voir Harry Holmes, *President Maduro Linked to Ugandan Gold Probe, Organized Crime and Corruption Reporting Project*, 15 mars 2019, <https://www.occrp.org/en/daily/9381-maduro-linked-to-ugandan-gold-probe>.
- 27 Entretiens avec des acteurs de la société civile, Cameroun, décembre 2020.
- 28 Entretiens avec des négociants en diamants, Bangui, octobre 2020 et février 2021.

- 29 Entretiens avec des acteurs de la société civile, Yaoundé et Bertoua, décembre 2020.
- 30 Il a été avancé que les opérations chinoises en RCA seraient financées par des négociants camerounais et qu'elles leur vendraient de l'or au rabais (entre 10 et 15 %) lorsqu'elles ont besoin de devises locales. Terah De Jong. (2019). Rapport diagnostique sur la contrebande des diamants en République centrafricaine, USAID, <https://www.land-links.org/document/rapport-diagnostic-sur-la-contrebande-des-diamants-en-republique-centrafricaine>, p. 45.
- 31 Entretiens avec des acteurs de la société civile et des négociants en diamants, Cameroun, décembre 2020.
- 32 Marcena Hunter, *Pulling at golden webs: Combating criminal consortia in the African artisanal and small-scale gold mining and trade sector*, GI-TOC, 29 avril 2019, <https://globalinitiative.net/analysis/pulling-at-golden-webs> ; Marcena Hunter, *Illicit financial flows: Artisanal and small-scale gold mining in Ghana and Liberia*, OCDE, 13 mars 2020, <https://www.oecd.org/dac/illicit-financial-flows-5f2e9dd9-en.htm>.
- 33 Entretiens avec des experts en diamants de la RCA et du Cameroun, juin et juillet 2020, par téléphone.
- 34 Entretien avec un acteur majeur de l'exploitation aurifère à Kidal, Bamako, janvier 2022.
- 35 Groupe de discussion avec l'Union des comptoirs et raffineries d'or au Mali (UCROM), décembre 2021.
- 36 Shawn Blore et Marcena Hunter, *Dubai's Role in Facilitating Corruption and Global Illicit Financial Flows*, Carnegie Endowment for International Peace, 7 juillet 2020, <https://carnegieendowment.org/2020/07/07/dubai-s-role-in-facilitating-corruption-and-global-illicit-financial-flows-pub-82180>.
- 37 Marcena Hunter, *Pulling at golden webs: Combating criminal consortia in the African artisanal and small-scale gold mining and trade sector*, GI-TOC, 29 avril 2019, <https://globalinitiative.net/analysis/pulling-at-golden-webs>.
- 38 GAFI, Évaluation mutuelle des Émirats arabes unis (EAU), 30 avril 2020, <https://www.fatf-gafi.org/publications/mutualevaluations/documents/mer-uae-2020.html>.
- 39 Ben Bartenstein et Abeer Abu Omar, *UAE Added to Global Watchdog's 'Gray List' Over Dirty Money*, Bloomberg, 5 mars 2022, <https://www.bloomberg.com/news/articles/2022-03-04/uae-added-to-global-watchdog-s-gray-list-over-dirty-money>.
- 40 GAFI, *Juridictions soumises à une surveillance renforcée* – mars 2022, 4 mars 2022, <https://www.fatf-gafi.org/publications/high-risk-and-other-monitored-jurisdictions/documents/increased-monitoring-march-2022.html>.